



SERVICES CULTURE ÉDITIONS
RESSOURCES POUR
L'ÉDUCATION NATIONALE

**Ce document a été numérisé par le CRDP de Lille pour la
Base Nationale des Sujets d'Examens de l'enseignement professionnel**

Ce fichier numérique ne peut être reproduit, représenté, adapté ou traduit sans autorisation.

DANS CE CADRE

Académie :	Session : Automne 2012
Examen : Brevet Professionnel	Série :
Spécialité/option : Administration des fonctions publiques	Repère de l'épreuve : U20
Epreuve/sous épreuve : E2 - Droit appliqué aux fonctions publiques	
NOM :	
(en majuscule, suivi s'il y a lieu, du nom d'épouse)	
Prénoms :	N° du candidat <input type="text"/>
Né(e) le :	(le numéro est celui qui figure sur la convocation ou liste d'appel)

NE RIEN ÉCRIRE

Appréciation du correcteur

Note :

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque pouvant indiquer sa provenance.

BREVET PROFESSIONNEL

ADMINISTRATION DES FONCTIONS PUBLIQUES

E.2 - DROIT APPLIQUÉ AUX FONCTIONS PUBLIQUES

PREMIÈRE PARTIE : DROIT	30 points
--------------------------------	------------------

Sources documentaires : site internet : le figaro.fr

Sujet : À l'aide du document en annexe 1 (page 2/4) et de vos connaissances, vous présenterez sous forme rédigée :

- les principes essentiels qui différencient les divers modes de scrutins,
- les avantages et les inconvénients de ces modes de scrutins en axant votre réflexion sur les élections législatives.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

ANNEXE 1

Moins de parlementaires et une dose de proportionnelle. Retour sur une proposition du Président de la République.

À Marseille, le Président de la République a affirmé son souhait, « dans un souci de renforcement de notre représentation démocratique », de « corriger à la marge » le mode de scrutin des législatives « pour que tous les grands courants politiques puissent avoir des députés à l'Assemblée ». Son souhait est également de « réduire le nombre de parlementaires de façon consensuelle et républicaine ». [...] Le Parisien rapportait lundi que la dose de proportionnelle instillée dans le mode de scrutin des législatives pourrait, selon la Présidence, concerner 10 % des sièges.

[“....”]

Une piste étudiée serait de faire cohabiter des députés élus au scrutin uninominal dans toutes les circonscriptions et de se baser sur les résultats du premier tour, au niveau national, pour répartir les sièges réservés à la proportionnelle. D'autres formules, [“....”], s'inspirent du mode de scrutin allemand. Mais elles posent un problème de lisibilité pour le citoyen. L'idée d'un scrutin calqué sur celui des municipales ou celui des régionales (avec une majorité assurée pour la liste arrivée en tête et la répartition à la proportionnelle d'une partie des autres sièges) implique un changement fondamental du rôle du parlementaire et une dilution de l'ancrage territorial.[“....”]

Le figaro.fr 20.02.2012

DEUXIÈME PARTIE : ÉCONOMIE

30 points

À l'aide des documents fournis en annexes (pages 3/4 et 4/4) et de vos connaissances :

- 1) Expliquer comment a été calculé le chiffre de 25,6 % dans l'annexe 2.
- 2) Présenter brièvement les conséquences de la crise sur la consommation des ménages.
- 3) Après les avoir identifiés, vous expliquerez comment certains facteurs vont influencer la consommation des ménages.
- 4) Comment mesure-t-on l'incidence de la variation des prix sur la consommation d'un produit ?
Cette incidence est-elle la même pour tous les produits ?
Illustrer votre réponse par des exemples.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

ANNEXE 1

Consommer moins et, autant que possible, mieux : les incertitudes sur l'évolution de leurs revenus pousse les Français à modifier leurs comportements d'achat.

Dernières (petites) folies avant la rigueur ? Selon une enquête du cabinet Deloitte, les Français sont bien décidés à préserver encore cette année leur budget de Noël, qui devrait, avec 606 euros en moyenne par famille, progresser de 1,9% par rapport à 2010. Pour autant, deux Français sur trois anticipent une récession pour 2012, ce qui va accentuer encore la modification de leurs habitudes de consommation. Fêtes ou pas, ils font plus que jamais du prix leur premier critère de choix et utilisent de plus en plus les nouveaux moyens mis à leur disposition – à commencer par ce que les professionnels appellent le «cross channel» – pour comparer les prix et repérer les promotions sur Internet avant de se rendre dans leur point de vente habituel, notamment pour les produits high-tech, les films, la musique et les livres. Quant à la consommation alimentaire, elle fait de plus en plus la part belle aux marques de distributeurs et aux promotions, et devrait marquer le pas en 2012 (+ 0,8% seulement, selon Xerfi).

Les consommateurs limitent aussi de plus en plus le recours aux cartes de crédit des magasins et des grandes surfaces, tandis que ceux qui le peuvent regarnissent leur bas de laine. A 17%, le taux d'épargne atteint son plus haut niveau depuis deux ans. Et si leur budget venait à maigrir encore, les Français tailleraient en priorité dans leurs dépenses d'habillement et dans le budget «repas pris à l'extérieur» avant de s'attaquer, si nécessaire, aux achats de matériel électronique et d'appareils ménagers (panel Nielsen, troisième trimestre 2011). Face aux incertitudes liées à l'évolution des revenus, consommer moins et consommer mieux seront, dans les mois qui viennent, deux des premières préoccupations des Français. ♦

AVEC LA CRISE, LES FRANÇAIS SORTENT ET S'HABILLENT MOINS

POSTES DE RÉDUCTION	% DES MÉNAGES
Sorties (spectacles, restaurants, visites)	40%
Habillement	36%
Vacances	25%
Projets différés	19%
Alimentation	17%
Logement	3%
Sans changement	17%

Réponse à : «Depuis deux ans, avez-vous réduit votre budget?»

Principales victimes de la crise dans le budget des ménages : les sorties et l'habillement. Un Français sur quatre part aussi moins souvent en vacances. Ils ne sont en revanche que 3% à toucher au logement.

Source : sondage Opinion Way/Seine, oct. 2011.

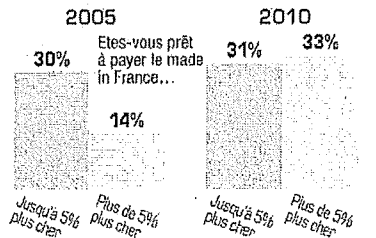
LES FRANÇAIS LIMITENT LEUR RECOURS AU CRÉDIT

Un ménage sur deux rembourse un crédit en 2010, le plus bas niveau depuis quinze ans. Les emprunteurs privilégient l'achat d'une voiture ou d'un deux-roues (58%) ou d'un bien d'équipement pour la maison (23%).



Source : Diversité des crédits aux ménages.

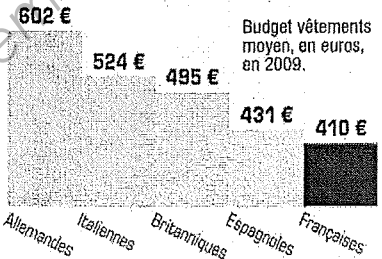
LES FRANÇAIS PRÊTS À PAYER PLUS CHER LE MADE IN FRANCE



Source : Créolac, mai 2011.

Deux consommateurs sur trois s'affirment prêts à payer plus cher un produit fabriqué en France. Et même plus d'un sur deux parmi les personnes dont le revenu mensuel est inférieur à 900 euros par mois.

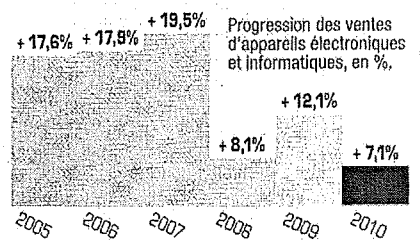
LES FEMMES DÉPENSENT MOINS POUR LEUR GARDE-ROBE



Source : Institut français de la mode.

Shopping raisonnable pour les Françaises. Les 15-24 ans sont les plus dépensières (615 euros), mais leur budget diminue. Seul celui des plus de 60 ans (314 euros) augmente (+ 0,9% en 2009).

LES VENTES DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES SE TASSENT



Source : Insee.

La crise a ralenti l'extraordinaire progression des ventes d'ordinateurs et d'appareils de réception, de reproduction et d'enregistrement de son et d'image, d'autant que leur prix unitaire baisse.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CETTE PARTIE

ANNEXE 2

